



Le commerce des produits agricoles dynamise l'économie locale

Dans les économies locales, le commerce des produits agricoles joue un rôle moteur.

Dans le contexte de la décentralisation amorcée par les États, principal pourvoyeur en ressources, les différentes communautés doivent trouver des ressources pour satisfaire leurs besoins (les soins de santé, l'éducation, l'hydraulique, les infrastructures d'assainissement...). C'est avec la vente des surplus de production que les producteurs ont pu faire face aux besoins et à la déficience effective et irréversible de l'État, en commercialisant les surplus de production qui dépassaient leur capacité d'autoconsommation.

Une amélioration de la commercialisation des produits agricoles a pu donc apporter une solution au manque de ressources des communautés et contribuer ainsi à renforcer le bien-être des populations, surtout les plus vulnérables.

Une agriculture diversifiée, l'exemple de Tonka

L'activité principale des habitants de la localité de Tonka, au nord du Mali, dans la région de Tombouctou, est l'agriculture. Ils se sont organisés autour d'un lac aménagé pour l'agriculture, l'élevage et la pêche. Sa production agricole

n'est pas totalement liée aux pluies. L'irrigation se fait de façon gravitaire, directement à partir du fleuve, même en période de décrue.

Comme les paysans aiment le dire : « chaque mois correspond à une récolte ». Les exploitants sont au nombre de 4 500, organisés en coopératives par village. Ils produisent : des céréales (du riz, du mil-sorgho), des tubercules (des patates, du manioc), du haricot, des légumes (oseille de Guinée, du gombo, des choux, des oignons etc.). Les pêcheurs du lac sont aussi très actifs. Ils déversent de grandes quantités de poissons sur le marché.

Grâce à cette prospérité acquise, Tonka est devenue un grand carrefour dans la région. Les échanges s'effectuent avec les régions voisines (Ségou, Gao Tombouctou, Mopti), et avec un pays voisin, la Mauritanie. Tous viennent s'approvisionner à la foire de Tonka, qui est la plus importante de la région. Une bonne partie de la production est commercialisée sur place par des circuits souvent très complexes et difficiles à évaluer, puisqu'elle ne passe par aucun circuit de contrôle ou d'enregistrement.

La Municipalité de Tonka, qui n'a pas encore 4 ans, a déjà réalisé neuf écoles primaires, quatre centres de santé, plusieurs puits et forages, deux autres foires hebdomadaires, deux marchés à bétail, un parc de vaccination, une gare routière et plusieurs infrastructures d'assainissement dans la ville. Toutes ces actions ont été effectuées avec la participation financière des populations qui tirent des revenus de la commercialisation des productions agricoles.

Cet exemple illustre comment une production diversifiée peut jouer un rôle majeur dans la commercialisation des produits agricoles en appuyant au décollage des municipalités nouvellement créées. ■

Moussa Yacouba Maïga,
Mali, avril 2003

Évolution des coordinations entre acteurs de la filière en relation avec qualité et territoire, conséquences de la libéralisation

La réaction des petits producteurs de café arabica à la dérégulation du marché, à la libéralisation des filières et à l'évolution erratique des cours mondiaux est étudiée par le groupe Moca (Montagnes et Cafés, puis Montagnes et Communautés agraires).

On sait les risques que fait peser le nouveau modèle de marché, qui cache des rapports de force très inégaux : risques sur la production, risques sociopolitiques, risques sur l'environnement. Chacun des acteurs, à quelque niveau qu'il soit et pour son propre intérêt à long terme, ne peut être indifférent au rapport qu'il établit avec les ter-

ritoires de production et donc avec les producteurs. Au niveau de ces territoires, la diversité est généralisée à toutes les échelles géographiques.

Cette diversité correspond à des phases différentes dans l'évolution de la filière, phases qui aujourd'hui s'entrecroisent, donnant à la production un visage très hétérogène. ➤

► **La première phase dans l'évolution de la filière correspond à la consolidation de l'État, de l'économie et de la société** au niveau national, dans un **contexte de modernisation agricole** fondée sur le productivisme. La caféiculture a joué un rôle déterminant dans ce processus. Elle a notamment contribué à :

- la création de nouvelles sociétés paysannes et de nouvelles identités ;
- la formation d'un compromis territorial entre d'un côté la capacité des petits producteurs à investir le territoire, à le mettre en valeur, et satisfaire ainsi leurs besoins en terre, et, d'un autre côté, le besoin pour l'État d'étendre sa légitimité et sa souveraineté ;
- la constitution de nouveaux rapports sociaux à travers le système d'encadrement et la spécialisation des fonctions au sein de la filière ;
- la création de revenus parfois importants pour l'État, dont la redistribution sous quelque forme que ce soit, même inégalitaire, a scellé l'unité de la « coffee fraternity ».

Le système café est à conjuguer avec une solidarité qui est d'abord nationale. On sait le poids des collectivités locales, des organismes professionnels et le rôle décisif du politique, surtout quand il vient à défaillir, dans le fonctionnement du système. Pour le petit producteur, cela a été la garantie d'avoir accès au marché et d'y voir défendre son revenu. L'approche en terme de filière reste donc marquée par une analyse de la compétitivité et elle insiste sur la coordination entre les acteurs et sur le contrôle de la production et des producteurs.

La deuxième phase dans l'évolution de la filière est marquée par la désorganisation de ce système, dans un contexte de crise économique et de baisse des revenus. Plusieurs raisons viennent expliquer les changements récents :

- des problèmes de dysfonctionnements au sein de la filière ayant limité la capacité d'investissement des planteurs et entravé la redistribution du revenu tiré du café ; problèmes liés aussi à l'évolution des relations de pouvoir.
- des problèmes liés à l'environnement de la production au niveau local comme national.
- des évolutions macroéconomiques externes, comme la crise de l'État face au capitalisme, la montée en puissance des multinationales, qui se traduisent par l'élimination progressive des mécanismes de contrôle, d'intervention et d'organisation avec les politiques de libéralisation des filières. Les producteurs en ressortent démunis, livrés à eux-mêmes et la concurrence s'est accrue entre les territoires de production.

On arrive donc à un système de plus en plus complexe, marqué par les résistances ou la déprise des appareils d'encadrement, l'arrivée sur les territoires mêmes de production de nouveaux



CFSI

opérateurs privés, un environnement socio-politique et économique incertain. Comment les producteurs réagissent-ils pour valoriser leur production, quelles initiatives leur restent-ils ?

On peut identifier rapidement quelques stratégies expérimentées par les producteurs.

Le mot stratégie est sans doute excessif tant les petits producteurs doivent faire face d'abord à la nécessité du quotidien.

◆ **L'action des producteurs est d'abord fonction de la capacité ou non des institutions à maintenir une dynamique collective et à intervenir directement dans le champ de la production.** Le café reste encore souvent au cœur des stratégies de pouvoir. L'État ne peut pas se désintéresser de l'évolution du secteur. Mais la plupart des institutions publiques ou privées ont perdu une grande partie de leurs moyens d'intervention. C'est pourtant par l'action de ces dernières que pourraient s'opérer l'amélioration de la compétitivité, la réduction des coûts de production et la rénovation des caféières...

◆ **Dans beaucoup de pays, les logiques sont très individuelles.** A priori, la libéralisation de la filière pourrait permettre que soit mieux reconvenue la place qu'y tiennent les producteurs. Mais ces derniers restent en position de faiblesse due à des manques : de terres, de capital, de crédit, d'intrants, de main-d'œuvre, d'informations, de contrôle sur les prix, etc. Bien que chacun ait conscience du rôle social que joue le café, la tentation est donc d'abandonner la culture pour investir dans d'autres activités. Dans un contexte de surproduction, on peut s'en réjouir si on ne prend pas garde au savoir-faire qui est perdu et à une « culture » du café indispensable dans une perspective de qualité. Mais on trouve

aussi des producteurs dynamiques qui se lancent dans des créneaux nouveaux. Là aussi le succès éventuel dépend de l'environnement général dans lequel ils opèrent.

◆ **La qualité est aussi un facteur important dans le cadre de nouvelles formes d'organisation ou de coordination entre acteurs.** L'objectif est de créer de la valeur et de garantir celle-ci en établissant un contrat entre producteurs, industriels, organisations publiques et privées intervenant sur le territoire de production. C'est le cas des associations de producteurs de la région pionnière du Cerrado Mineiro, au Brésil. Il s'agit cependant d'un bouleversement dans les modes d'organisation qui n'est pas si facile à mettre en place. Elle suppose une certaine solidarité et une volonté commune de défendre un produit et son territoire de production, à travers des appellations d'origine géographique. Mais le secteur de la production reste souvent hétérogène et les différents acteurs sont plutôt en compétition sur le territoire. Ces stratégies sont par ailleurs en concurrence avec celles des torréfacteurs et des distributeurs qui privilégient la valorisation par la marque et non par le territoire d'origine.

En conclusion, c'est bien l'intérêt de tous qui est en jeu dans l'attention portée au développement global et durable des territoires productifs et à redessiner les voies d'une meilleure coordination et solidarité entre les acteurs. ■

Bernard Charlery de la Masselière, professeur des universités, groupe Moca, Conférence internationale « Qualité et équité : enjeux de recherche sur le café » Paris, SIA, 24 février 2003